

MSF intervient au Conseil de sécurité de l'Onu

Partage international n° [428](#) - Avril 2024

New-York, le 22 février 2024 - Christopher Lockyear, secrétaire général de l'organisation médicale humanitaire internationale Médecins Sans Frontières (MSF), a appelé le Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) à exiger un cessez-le-feu immédiat et durable à Gaza. S'adressant au Conseil lors de sa réunion mensuelle sur Gaza, M. Lockyear a également appelé à une protection sans équivoque des installations médicales, du personnel et des patients.

« Madame la Présidente, Excellences, chers collègues,

A l'heure où je vous parle, plus d'un million et demi de personnes sont bloquées à Rafah. Les personnes violemment contraintes de s'installer sur cette bande de terre au sud de Gaza subissent de plein fouet la campagne militaire d'Israël.

Nous vivons dans la crainte d'une invasion terrestre. Nos craintes sont ancrées dans l'expérience. Il y a tout juste 48 heures, alors qu'une famille était assise autour de sa table de cuisine dans une maison abritant le personnel de MSF et leurs familles, à Khan Younis, un obus de char de 120 mm a traversé les murs en explosant, déclenchant un incendie, tuant deux personnes et en brûlant gravement six autres. Cinq des six blessés sont des femmes et des enfants.

Nous avons prévenu les parties belligérantes d'une attaque afin de protéger les 64 membres du personnel humanitaire et leurs familles, les informant de l'endroit et en marquant clairement le bâtiment d'un drapeau MSF. Malgré ces précautions, notre bâtiment a été touché par un obus et des tirs nourris. Certaines personnes ont été piégées dans le bâtiment en feu, tandis que les tirs ont retardé l'arrivée des ambulances. Ce matin, j'ai vu des photos qui montrent l'étendue catastrophique des dégâts, et des vidéos des équipes de secours qui retirent les corps carbonisés des décombres.

Cette situation n'est que trop familière : les forces israéliennes ont attaqué nos convois, détenu notre personnel et détruit nos véhicules au bulldozer ; les hôpitaux ont été bombardés et ont subi des raids.

Aujourd'hui, pour la deuxième fois, l'un des abris de notre personnel a été touché. Cette série d'attaques est soit intentionnelle, soit le signe d'une dangereuse incompétence. Nos collègues de Gaza craignent, alors que je vous parle aujourd'hui, d'être punis demain.

Madame la Présidente, chaque jour, nous sommes témoins d'une horreur inimaginable.

Comme tant d'autres, nous avons été horrifiés par le massacre perpétré par le Hamas en Israël le 7 octobre, et nous sommes horrifiés par la réponse d'Israël. Nous ressentons l'angoisse des familles dont les proches ont été pris en otage le 7 octobre. Nous éprouvons l'angoisse des familles des personnes détenues arbitrairement à Gaza et en Cisjordanie. En tant qu'humanitaires, nous sommes consternés par la violence contre les civils. Ces morts, ces destructions et ces déplacements forcés sont le résultat de choix militaires et politiques qui ne tiennent absolument pas compte de la vie des civils. Ces choix auraient pu - et peuvent encore - être faits très différemment.

Depuis 138 jours, nous sommes témoins des souffrances inimaginables de la population de Gaza. Pendant 138 jours, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour mettre en place une réponse humanitaire significative. Pendant 138 jours, nous avons assisté à l'anéantissement systématique d'un système de santé que nous avons soutenu pendant des décennies. Nous avons vu nos patients et nos collègues se faire tuer ou mutiler.

Cette situation est le point culminant d'une guerre qu'Israël mène contre l'ensemble de la population de la bande de Gaza une guerre de punition collective, une guerre sans règles, une guerre à tout prix.

L'aide humanitaire : une illusion

Les lois et les principes dont nous dépendons collectivement pour permettre l'aide humanitaire sont maintenant érodés au point de devenir insignifiants.

Madame la Présidente, - la réponse humanitaire à Gaza aujourd'hui est une illusion - une illusion commode qui perpétue l'idée que cette guerre est menée dans le respect des lois internationales. Les appels à une augmentation de l'aide humanitaire ont

résonné dans cette Assemblée. Pourtant, à Gaza, nous avons chaque jour de moins en moins de locaux, de médicaments, de nourriture, d'eau, de sécurité.

Nous ne parlons plus d'augmentation de l'aide humanitaire, mais de survie, même sans le strict minimum. Aujourd'hui, à Gaza, les efforts d'assistance sont désordonnés, opportunistes et totalement inadaptés.

Comment pouvons-nous apporter une aide vitale dans un environnement où la distinction entre civils et combattants n'est pas respectée ? Comment pouvons-nous maintenir une quelconque réponse lorsque les travailleurs médicaux sont pris pour cible, attaqués et vilipendés pour avoir aidé les blessés ?

Madame la présidente, les attaques contre les soins de santé sont des attaques contre l'humanité. Il n'y a plus de système de santé à proprement parler à Gaza. L'armée israélienne a détruit les hôpitaux les uns après les autres. Il reste si peu face à un tel carnage. C'est absurde. L'excuse invoquée est que les installations médicales ont été utilisées à des fins militaires. Pourtant, nous n'en avons vu aucune preuve vérifiée de manière indépendante.

Au lieu d'adhérer au droit international, nous assistons à la mise hors service systématique des hôpitaux. L'ensemble du système médical est ainsi devenu inopérant. Depuis le 7 octobre, nous avons été contraints d'évacuer neuf établissements de santé différents. Il y a une semaine, l'hôpital Nasser a été pris d'assaut. Le personnel médical a été contraint de partir malgré les assurances répétées qu'il pouvait rester et continuer à soigner les patients. Ces attaques aveugles, ainsi que les types d'armes et de munitions utilisés dans les zones densément peuplées, ont tué des dizaines de milliers de personnes et en ont mutilé des milliers d'autres.

Amputation sans anesthésie sur des enfants

Nos patients souffrent de blessures catastrophiques, d'amputations, de membres écrasés et de brûlures graves. Ils ont besoin de soins sophistiqués. Ils ont besoin d'une rééducation longue et intensive. Les médecins ne peuvent pas traiter ces blessures sur un champ de bataille ou dans les cendres d'hôpitaux détruits. Il n'y a pas assez de lits d'hôpitaux, pas assez de médicaments et pas assez de fournitures. Les chirurgiens n'ont pas eu d'autre choix que de procéder à des amputations sans anesthésie sur des enfants. Nos chirurgiens sont à court de gaze pour empêcher leurs patients de se vider de leur sang. Ils l'utilisent une fois, essorent le sang, la lavent, la

stérilisent et la réutilisent pour le patient suivant.

La crise humanitaire à Gaza prive les femmes enceintes de soins médicaux depuis des mois. Les femmes en travail ne peuvent pas accéder à des salles d'accouchement fonctionnelles. Elles accouchent dans des tentes en plastique et des bâtiments publics.

Les équipes médicales ont ajouté un nouvel acronyme à leur vocabulaire : WCNSF - Wounded Child, No Surviving Family (enfant blessé, sans famille survivante). Les enfants qui survivent à cette guerre ne portent pas seulement les blessures visibles des traumatismes, mais aussi les blessures invisibles : celles des déplacements répétés, de la peur constante et du fait d'avoir vu des membres de leur famille littéralement démembrés sous leurs yeux. Ces blessures psychologiques ont conduit des enfants de cinq ans à nous dire qu'ils préféreraient mourir.

Les dangers pour le personnel médical sont énormes. Chaque jour, nous faisons le choix de continuer à travailler, malgré les risques croissants. Nous avons peur. Nos équipes sont épuisées. Madame la Présidente, cela doit cesser.

L'attitude consternante des Etats-Unis

Le monde entier observe attentivement la manière dont ce Conseil et ses membres ont abordé le conflit à Gaza. Réunion après réunion, résolution après résolution, cet organe n'a pas réussi à traiter efficacement ce conflit. Nous avons vu les membres de ce Conseil délibérer et retarder les choses alors que des civils meurent. Nous sommes consternés par la volonté des Etats-Unis d'utiliser leurs pouvoirs en tant que membre permanent du Conseil pour entraver les efforts visant à adopter la plus évidente des résolutions : celle qui exige un cessez-le-feu immédiat et durable.

À trois reprises, ce Conseil a eu l'occasion de voter en faveur du cessez-le-feu qui est si désespérément nécessaire, et à trois reprises, les Etats-Unis ont utilisé leur droit de veto, la dernière fois le 20 février. Un nouveau projet de résolution des Etats-Unis appelle ostensiblement à un cessez-le-feu. Toutefois, ce projet est pour le moins trompeur. Ce Conseil devrait rejeter toute résolution qui entraverait davantage les efforts humanitaires sur le terrain et conduirait ce Conseil à approuver tacitement la poursuite des atrocités de masse à Gaza.

La population de Gaza a besoin d'un cessez-le-feu, non pas lorsqu'il sera « *praticable* », mais maintenant. Ils ont besoin d'un cessez-le-feu durable, et non d'une « *période temporaire de calme* ». Tout ce qui n'est pas fait dans ce sens est une négligence grave. La protection des civils à Gaza ne peut dépendre de résolutions de ce Conseil qui instrumentalisent l'action humanitaire pour marquer les objectifs politiques. La protection des civils, des infrastructures civiles, du personnel de santé et des établissements de santé incombe avant tout aux parties au conflit. Mais il s'agit également d'une responsabilité collective : une responsabilité qui incombe à ce Conseil et à ses membres, en tant que parties à la Convention de Genève. Les conséquences de l'abandon du droit humanitaire international se feront sentir bien au-delà de Gaza. Elles pèseront durablement sur notre conscience collective. Il ne s'agit pas seulement d'inaction politique, mais d'une politique de complicité.

Il y a deux jours, du personnel de MSF et leurs familles ont été attaqués et sont morts dans un endroit dont on leur avait assuré qu'il serait sûr. Aujourd'hui, notre personnel est de retour au travail, risquant une fois de plus sa vie pour ses patients. Qu'êtes-vous prêts à risquer ? Nous exigeons les protections promises par le droit humanitaire international.

Nous exigeons un cessez-le-feu de la part des deux parties. Nous demandons ce qui est nécessaire pour transformer l'illusion de l'aide en une assistance significative. Que ferez-vous pour rendre cela possible ? »

Etats-Unis

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()